



CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.77  
13 décembre 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. MITEBE NDOUTOU  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F  
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

L'africain Ndoutou Mitébé  
Originaire, Planteur  
domicilié à Japoma  
B.P. 942 - DOUALA -  
Cameroun (A.E.F.)

Japoma, le 24 Novembre 1954

A Monsieur le Secrétaire Général  
de l'Organisation des Nations Unies  
à New-York

Référence votre lettre T/PET.5/148 du 13/4/54

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 13/4/54, j'ai bien réussi tous vos documents, envoyés à Douala à la date du 29/6/54 à 17 h.30.

J'ai le respectueux honneur de porter à votre connaissance que tous ce que vous m'aviez envoyer comme documents concernant l'affaire de mon terrain sis à Japoma, jusqu'à présent je ne vois aucun changement, l'affaire augmente toujours de même comme la première fois, à cet effet, j'ai donc le respectueux honneur de bien vouloir vous faire retourner tous ces documents à votre consignation pour but que :

- 1 - Je vous prie de vouloir bien me narer si le chef supérieur et les notables du village de Japoma, ont droit de vendre l'héritier que mon père le nommé DOUTOU DIKOUME décédé à Japoma, m'avait laisser
- 2 - ont droit de défendre à ce que je ne fasse pas le bornage dudit terrain que m'avait laisser mon père en mourant et qui me revient aujourd'hui...?

J'ai le regret de porter à votre connaissance que les deux terrains occupés par la Mission Catholique - Usines des Eaux - Batignolles - le Dispensaire - et l'école Officielle sis à Japoma, sont des parcelles des terrains qui m'appartiennent entièrement. Les deux parcelles des terrains donc en question étant vendus par le chef du village et les notables du village de Japoma, sans ma présence, le premier terrain sis au bord du fleuve au 18 km, environ, et le deuxième à BESSENGUE au

14 km là où est construite la Mission Catholique, à cet effet, je vous fait retourner alors toutes mes copies des jugements Nos : 63 du 11/5/1927 - et 441 du 17/9/1945, étant déjà verser une certaine provision de 2.200 francs au domaine pour le bornage de mon terrain qui se trouve au bord du fleuve de Japoma, depuis cette date, personne ne s'étant pas présenté à moi. Voilà donc la question à laquelle j'ai supprimé tous - parce qu'il n'y a aucune de mes signatures sur ces papiers de leur vente de mon terrain.

J'attends donc, Monsieur le Secrétaire Général, avec confiance, le résultat de vos réflexions au sujet de ma requête, et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, des Nations Unies, ma considération distinguée.

(signé) Mitebe Ndutu

NDOUTOU MITEBE

COPIE

Japoma le 16 Août 1951

-----  
L'africain MITEBE NDUTU  
Originaire du village de Japoma et demeurant à  
J A P O M A  
à mon excellent Monseigneur Supérieur  
de la Mission Catholique  
- D O U A L A -

Monseigneur,

Qu'il vous plaise -

Ayant appris que vous venez de tenir un entretien avec la population du village de Japoma en ce qui concerne la cession d'une parcelle de terrain, sis à BESENGUE. Je viens avec tous mes respects vous signaler pour toute fin utile, que cela ne pourra guère marcher.

Je vous fait connaissance que le dit terrain dont vous sollicitez appartient à un sieur héritier dénommé comme MITEBE NDOUTOU à qui il faut saisir si, en réalité vous voulez une suite favorable.

Aussi, j'espère Monseigneur que toutefois, sans troubler votre tranquillité, vous voudrez bien prendre en considération, cette note qui n'est d'ailleurs qu'un avertissement.

Et dans cette attente, je vous prie de croire Monseigneur, en l'assurance de sentiments très respectueux.

MITEBE NDUTU

COPIE

Douala, le 17 mars 1951

Monsieur MITEBE NDOUTOU  
Planteur demeurant à  
J A P O M A

à Monsieur le Directeur des Domaines  
D O U A L A

Monsieur le directeur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par lettre en date du 17 janvier 1946, je vous avais demandé de vouloir bien m'accorder le bornage de mon terrain sis à Japoma.

Vous aviez bien voulu à cet effet désigner Monsieur le Géomètre SCHLICK et par lettre en date du 14 octobre 1946, j'avais prévenu ce dernier que je me tenais à son entière disposition, n'étant procuré les douze bornes nécessaires aux opérations de bornage.

En outre, j'avais acquitté les droits de bornage se montant à la somme de huit cent francs suivant reçu No 48/TO dont je tiens par ailleurs le récépissé.

Depuis cette date, personne ne s'étant présenté à moi, je ne permets par les présentes de venir solliciter à nouveau l'envoi d'un Géomètre sur mon terrain en insistant auprès de vous sur la particulière importance que revêt pour moi cette question, puisqu'aussi bien j'entends en effet introduire une demande tendant à la constatation de mes droits fonciers sur ledit terrain.

Dans l'espoir que vous voudrez bien me donner satisfaction, dans les meilleurs délais, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes respectueuses salutations.

MITEBE NDOUTOU

COPIE

Japoma, le 10 septembre 1954

l'africain MITEBE NDOUTOU OSCAR, Propriétaire  
à Japoma Dakoko  
à Monsieur l'administrateur, chef du secteur  
administratif de BASSA à B A S S A

Monsieur l'administrateur,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente sollicitant très respectueusement, une décision administrative ou judiciaire.

Héritier coutumier du feu Ndoutou Dikouné, mon père décédé à Japoma vers 1905, mes droits n'ont été confirmés par un jugement No 441 rendu le 1 Septembre 1945 par le tribunal du 1er degré de Douala et auquel assistaient le chef supérieur NDOKAT NONGUE Jean et six notables du village de Japoma.

Etant, depuis 48 ans, en jouissance de mes droits d'héritier sur les concessions auxquelles se référerait le jugement précité, je regrette de constater que depuis l'installation de l'Usine des eaux sur l'une de mes concessions, le chef supérieur Ndokat Jean principal déposant à l'obtention de mon jugement d'hérédité, déclare actuellement que la concession en question est une propriété communale de Japoma, ainsi qu'il n'est pas douteux que les mêmes obstacles seront rencontrés un jour ou je revendiquerais mes droits sur les produits de vente; etc... qui proviendraient des parcelles de terrain sises au km 14 (route Douala-Edéa), sur lesquelles sont construits le dispensaire l'école officielle et la Mission catholique.

Par conséquent, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir convoquer le chef supérieur Ndokat Nongué Jean et ses notables pour entente.

Espérant que ma demande sera prise en considération, je vous prie de croire, Monsieur l'administrateur, à l'expression de mes respectueux sentiments.

MITEBE NDOUTOU

-----